

# Synthèse régionale

## Une activité qui se consolide

En 2018, la Guadeloupe reste sur une bonne trajectoire économique. L'emploi salarié augmente, mais pas suffisamment pour faire refluer le taux de chômage qui reste stable. L'investissement est en hausse notamment celui des collectivités territoriales. La consommation des ménages résiste malgré une légère inflation des prix. La fréquentation hôtelière, la croisière et le trafic aérien profitent de l'embellie du tourisme.

Jean-Luc Popote, Insee

### Hausse de l'emploi salarié

Avec 2,1 % de croissance, l'emploi salarié continue de progresser, notamment dans l'hôtellerie-restauration, en lien avec la très bonne santé du tourisme. Dans la construction, l'emploi salarié se redresse de 8 % en 2018. Dans le secteur financier, le nombre d'emplois créés reste stable, tandis qu'il continue de chuter dans l'immobilier (-4,4 %).

La hausse de l'emploi salarié ne suffit cependant pas à faire baisser le taux de chômage. Comme dans les autres territoires ultramarins, il reste élevé en Guadeloupe et concerne 23 % de la population active, soit 2,5 fois plus qu'en France métropolitaine. Les jeunes actifs, les personnes peu ou pas diplômées et les femmes sont les plus touchés par cette situation. Le nombre de chômeurs reste stable mais la situation des demandeurs d'emplois (inscrits à Pôle Emploi) est contrastée : elle se dégrade pour les seniors en fin d'année (+4,8 %), mais s'améliore pour les 25-49 ans (-2 %) et pour les jeunes de moins de 25 ans (-10 %). En dépit d'un chômage persistant et d'une augmentation des prix, la consommation des ménages reste bien orientée comme en témoigne la hausse de 8,9 % des crédits à la consommation.

### Les crédits augmentent

Les entreprises continuent d'investir : l'encours de crédits, principalement composé de crédits d'équipement et de crédits immobiliers, progresse de 5,3 %. Les collectivités locales recommencent à investir. Après deux ans d'arrêt, leurs encours de crédits à l'investissement repartent à la hausse avec +3,9 % en 2018 contre -4,5 % en 2017. La sinistralité bancaire s'améliore avec une baisse de 10 % des créances douteuses.

### Inflation des prix modérée

Avec une hausse de 1,2 % de l'indice des prix à la consommation, le retour de l'inflation se confirme pour la Guadeloupe

en 2018. Cette augmentation des prix suit la tendance générale constatée en Martinique (+1,3 %), en Guyane (+1,1 %) et en France métropolitaine (+1,9 %). Tous les secteurs sont en hausse, mais particulièrement celui des produits pétroliers (+7,8 %) et celui des produits frais (+6,2 %). Le prix des produits manufacturés, qui représentent un tiers de la consommation, est quasiment stable.

### Dégradation de la balance commerciale

La balance commerciale de la Guadeloupe se dégrade sous l'effet d'une hausse des importations (+6 %), surtout portée par les biens d'équipements dont les voitures. A contrario, les produits de l'industrie extractive reculent de 3 %.

Avec deux tiers des importations, la France métropolitaine reste de loin le principal fournisseur de la Guadeloupe. Les exportations vers la métropole progressent de 20 %, limitant la baisse globale. Elles progressent également vers la Caraïbe (+47 %), tandis qu'elles diminuent de 37 % vers le reste de l'Union européenne.

### Une activité touristique dynamique

En 2018, l'activité touristique et le transport restent dynamiques. La fréquentation hôtelière affiche sa meilleure performance depuis 2010 en enregistrant 1,3 millions de nuitées (+3,6 %), avec une évolution marquée vers l'hôtellerie moyen et haut de gamme. Le nombre de touristes en provenance de France métropolitaine compense la baisse du nombre de touristes étrangers.

En lien avec cette embellie, le trafic aérien suit une tendance haussière depuis quatre ans. Le nombre de passagers dépasse 2,4 millions en 2018 (+3,6 %). Les vols *low cost* progressent de 50 % en un an et représentent 9 % du trafic total. Le transport maritime n'est pas en reste avec une augmentation de 10 % du trafic passagers, autant par les escales de navires de croisière (+7 %) que par le trafic inter-îles.

Après trois années de hausse, le fret aérien recule de 7 % en 2018. Il retrouve son niveau de 2014. Le trafic postal suit une tendance inverse avec une progression de 3 % cette année. Le fret maritime augmente de 2 %.

### L'entrepreneuriat en bonne santé

Pour la troisième année consécutive, la création d'entreprises est en hausse (+12 %) dans tous les secteurs d'activités, notamment dans la construction qui regroupe 11 % des créations. Les intercommunalités de Cap excellence et de La Riviera du Levant regroupent près de 60 % des entreprises créées. Avec une baisse de 3,4 %, le nombre de défaillances d'entreprises confirme cette bonne santé de l'entrepreneuriat.

Le secteur de la construction montre des signes d'amélioration. Sous l'impulsion de la commande publique, les ventes de ciment progressent de 5 % en raison notamment du démarrage en 2018 de l'extension de l'aéroport Pôle Caraïbes et de la construction du centre hospitalier universitaire.

Sur le marché immobilier, la croissance du nombre de permis de construire de logements s'essouffle pour la deuxième année consécutive (-0,7 %). L'encours des crédits à l'habitat progresse tout comme les effectifs salariés. Cette hausse profite surtout aux intercommunalités de Cap excellence et du Nord Basse-Terre. Dans les autres intercommunalités, l'activité est en berne.

### L'agriculture reprend doucement

L'agriculture guadeloupéenne se relève doucement du passage des ouragans fin 2017. Les exportations de bananes repartent à la hausse sans atteindre toutefois leur niveau des derniers millésimes. La campagne sucrière est en demi-teinte avec un tonnage qui demeure dans la moyenne de la décennie. La production de viande continue de baisser malgré la hausse de celle des porcins. ■

# Contexte national et international

## L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

### L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

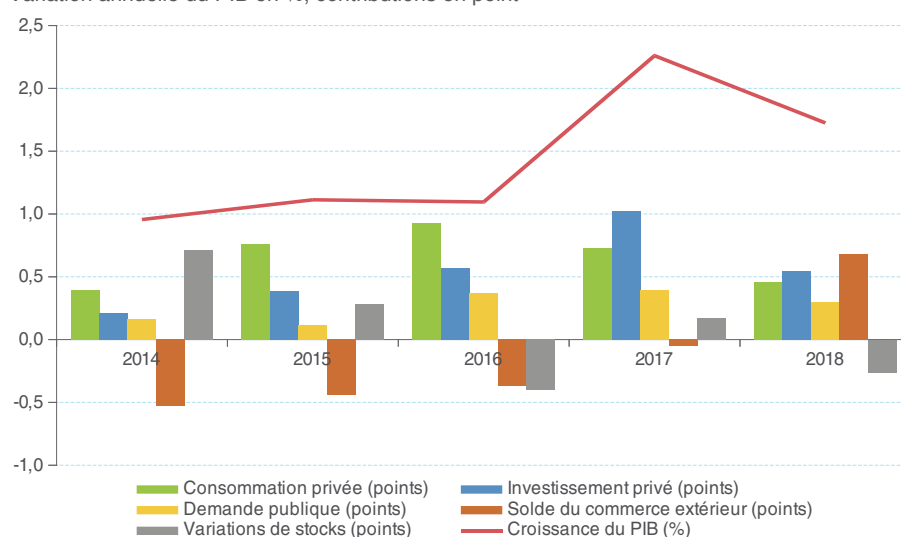
En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'esouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

### L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

### 1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variation annuelle du PIB en %, contributions en point



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

### L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis dix ans (85,1 %).

### Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après

+ 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

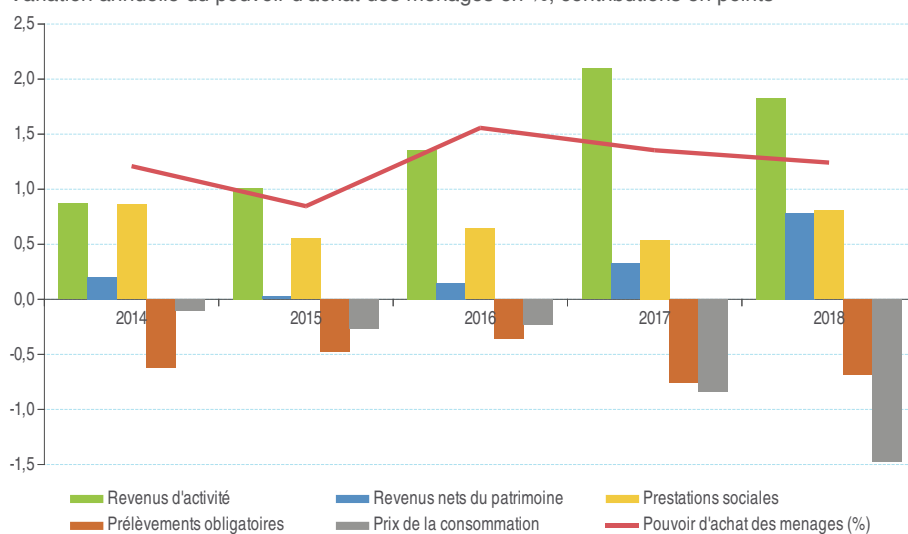
### Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale prove-

nant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

## 2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.